# Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la conférence de Paris pour la paix au Proche-Orient, la situation en Syrie et en Irak et sur la politique étrangère du nouveau président américain, à Bruxelles le 16 janvier 2017.

2017-01-16

La conférence de Paris pour la paix au Proche-Orient a été un succès. Ceux qui pensaient le contraire se sont trompés. Ceux qui étaient absents doivent le regretter. En tout cas cette conférence a vu la participation de 70 pays, avec les Nations unies, l'UE, la Ligue arabe, et a conclu par une déclaration claire et ambitieuse rappelant la nécessité d'engager des négociations dans la perspective que deux États, l'État d'Israël et l'État de Palestine, puissent enfin vivre côte à côte en sécurité et dans la paix. C'est cela l'objectif, c'est cela l'accord, c'est cela le message. C'est un encouragement aux Israéliens et aux Palestiniens à reprendre enfin sans délai les négociations. Tout cela correspond aux positions de l'Union européenne. L'Europe entretient avec Israël des relations d'amitié très anciennes et très fortes, et l'UE est le premier financeur de la Palestine. La Haute représentante était présente à la Conférence. Les positions de l'UE vont dans le sens du texte qui a été adopté après une séance particulièrement utile.

Il y a beaucoup d'autres sujets à l'ordre du jour de ce conseil de l'UE aujourd'hui. La Syrie bien sûr. Pour nous il est essentiel de parvenir à un cessez-le-feu respecté partout en Syrie. En même temps il faut tout faire pour que les négociations politiques reprennent. Il y aura une étape à Astana, puis dans le cadre des Nations unies à Genève le 8 février. Il est indispensable que ce prochain rendez-vous ait lieu et que tous puissent être autour de la table. Nous serons en particulier vigilants pour que toutes les composantes de l'opposition soient représentées de façon sincère pour que la négociation pour arriver à la paix puisse enfin s'engager. On voit le drame que vivent depuis 5 ans les Syriens, les centaines de milliers de morts, les millions de réfugiés, les millions de personnes déplacées, et un pays détruit dont Alep restera le tragique symbole.

Il y aussi un autre sujet qui nous tient à coeur : c'est la négociation qui a lieu actuellement à Genève pour l'avenir de Chypre. Nous sommes optimistes, mais il y a encore beaucoup de

travail à faire et l'UE suit cette question avec beaucoup d'attention. Si enfin un accord pouvait être trouvé, ce serait un message très fort qui serait adressé au monde : celui que nous sommes capables de régler des conflits anciens, et que nous sommes capables de le faire en Europe.

Q - Avez-vous des commentaires concernant la situation en Irak ?

R - Pour l'instant une bataille est engagée en Irak par l'armée nationale irakienne avec le soutien de la coalition internationale : c'est de faire tomber Daech à Mossoul. Ça, c'est la priorité. Mais l'autre priorité est politique : c'est de faire en sorte que demain, la gouvernance de Mossoul soit une gouvernance inclusive, qui ne donne pas lieu à des règlements de comptes, à des violences, et qu'elle traite de toutes les questions, en particulier la question humanitaire, et qu'elle permette à toutes les minorités d'être associées à la gestion de Mossoul. Il faut que nous soyons capables, après la guerre, qui sera longue, de gagner la paix. Ce sera essentiel.

Q - Un mot sur Trump : qu'avez-vous pensé lorsque vous avez lu aujourd'hui que l'OTAN est obsolète ?

R - Vous savez, la meilleure réponse à l'interview du nouveau président américain, qui va prendre ses fonctions le 20 janvier, c'est l'unité des Européens. Il était beaucoup question d'Europe dans cette interview, ainsi que du Brexit. La meilleure façon de défendre l'Europe - et c'est l'invitation que nous fait M. Trump - c'est de rester unis, de faire bloc, de ne pas oublier que la force des Européens, c'est leur unité.

Pour le reste, les déclarations de M. Trump interpellent. J'attends donc avec impatience que le secrétaire d'État américain qui va succéder à M. John Kerry, M. Rex Tillerson, puisse prendre rapidement ses fonctions, afin que je le rencontre, pour que nous puissions discuter de tous les points importants. Je pense par exemple à l'avenir des relations avec la Russie, à la question ukrainienne, à la question des sanctions, à l'accord sur le nucléaire iranien, à l'accord de Paris sur le climat, et puis à la conception que l'on doit avoir, à nos yeux, pour gérer les affaires du monde, qui demandent de plus en plus de régulation, de concertation, c'est-à-dire de faire vivre concrètement le multilatéralisme, et non pas le retour au nationalisme et le chacun pour soi.

Merci à tous.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 17 janvier 2017

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/201848-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et